

Bienvenido Argueta :

« Les jeunes ont deux options : être victimes ou agresseurs »

L'État du Guatemala favorise la criminalité et la mort mais ne fait rien pour la vie des enfants et des jeunes vivant dans les zones rouges, a déclaré Bienvenido Argueta Hernandez, un expert en matière d'éducation. La communauté se délite pour se changer en un « sauve qui peut » général et les jeunes qui ont grandi entourés de meurtres, se trouvent devant l'alternative suivante : s'allier avec les gangs ou tenter de leur survivre.

Vivre dans les zones rouges du Guatemala, c'est survivre. Les jeunes doivent apprendre à côtoyer la violence qui à chaque coin de rue les guette. Ils grandissent dans un environnement où les balles sont une réalité quotidienne et les morts sur le trottoir un paysage habituel. Dans ce contexte - avec les gangs qui font la loi et sans la présence d'un Etat - la survie devient difficile. Pour éviter d'être victimes, souvent ils n'ont d'autre choix que de s'allier avec les agresseurs. Il n'existe pour eux aucun endroit sûr, parce que même l'école est contrôlée par des gangs.

Bienvenido Argueta Hernandez a dirigé pendant le gouvernement d'Álvaro Colom (2008-2012) le programme « Ecoles Ouvertes » impliquant 220 centres éducatifs situés dans les zones rouges. Ce programme vise à prévenir la violence, pour attirer les jeunes dans les écoles le week-end et leur donner des leçons de musique, d'informatique ou même de break dance. Le but était non seulement de les garder occupés pendant leur temps libre, mais aussi de tisser des liens entre parents et enseignants. Le programme a duré plusieurs années, mais n'a pas été repris avec le nouveau gouvernement.

Argueta est docteur en Education à l'Université d'Ohio (Etats-Unis). Il a également été ministre de l'Éducation, secrétaire du Service Civique, directeur du département de l'Education à l'Université Rafael Landívar et de Philosophie à l'Université de San Carlos. Il travaille actuellement dans la recherche sur l'éducation dans des contextes de violence.

Un grand nombre d'enfants vivant dans les zones rouges de Guatemala attirent les assassins en souriant. Qu'en dites-vous ?

Ce que les enfants voient, c'est que l'assassin est celui qui impose sa loi et vit avec elle. D'où une analyse très poussée de notre société mettant en évidence les deux options qui s'offrent à ces jeunes : être victime ou agresseur. Les options qui nous leur laissons est être victime ou agresseur, alors que la logique devrait être qu'il n'y ait ni victime ni agresseur. Il ne devrait y avoir personne qui soit victime du système et que nous convertissons en agresseur.

Malheureusement, dans les écoles que j'ai visitées récemment, il y a un découragement profond chez les enseignants. Ils ont même parlé d'envoyer la police pour vérifier les sacs à dos, parce que les étudiants viennent armés. Dans ces contextes, comment survivre ? S'armer ? Etre ami de ceux qui commettent des crimes ? Devenir soi aussi criminel ? C'est la condition que nous

offrons aux enfants. Ils ne décident pas ce qu'ils veulent être dans leur vie, sinon comment survivre dans leur vie.

Les enfants parlent de la violence comme d'une chose naturelle. Est-elle déjà entrée dans la norme ?

Elle est la norme parce qu'ils n'ont pas d'autre choix. Généralement ce sont les enfants de parents qui ont émigré de l'intérieur du pays à cause de la pauvreté. Malgré les circonstances et le chômage, une caractéristique fondamentale de leurs parents, dans la ville ils ont de meilleures conditions que là où ils vivaient à l'origine.

Ils doivent se soumettre à un processus d'adaptation et le premier choc est d'être confronté à la mort, subir des extorsions et faire face aux règles du jeu qui sont générées au sein de la communauté et qui ne sont pas nécessairement liées à l'Etat. La communauté dans ces conditions crée ses propres règles. Et dans tous les cas, si elles viennent s'articuler avec celles de l'État, avec le PNC, par exemple, elles entrent également dans la dynamique de la corruption.

Ils s'habituent aussi à voir la mort tous les jours ...

Voir un mort et espérer ne pas être le suivant. Néanmoins, vu leur jeune âge, ils n'ont pas une conscience très développée quant à la probabilité élevée que cela les atteigne un jour. Ils ont une conscience élémentaire leur faisant croire qu'ils sont au-delà de tout cela, une dynamique de distanciation, de sorte que si un de leurs amis ou des gens qu'ils connaissent peuvent mourir, il y a un mécanisme de défense qui fait prendre leurs distances par rapport à la mort. Ceci nous montre qu'ils voient la mort de très près mais en même temps très éloignée d'eux.

On peut alors s'en prendre à la victime, en se disant « qu'elle y est pour quelque chose » et la suite est de se dire « comme je n'y suis pour rien, rien ne m'arrivera. »

Ce que font les gens est de banaliser le fait et accepter les versions comme « c'était mérité », « ils y sont pour quelque chose, » jusqu'à mettre en doute des gens honorables. Et cela rend difficile la création d'une organisation dans la communauté pour aider à prévenir la violence. Les jeunes n'ont pas l'habitude de dire « organisons-nous pour mettre fin à la violence. » Et dans certains cas, quand ils le font, l'organisation elle-même génère plus de violence. Il y a des zones où apparaissent des groupes armés avec des machettes ou des armes à feu, prêts à se défendre, ce qui entraîne également de la violence. Loin de renforcer un Etat de droit, les jeunes ne sont pas seulement témoins d'actes criminels, mais aussi et bien malheureusement, ce qui est mis en place est de répondre avec violence.

Je me souviens avoir entendu des enseignants très fiers d'appartenir à un groupe qui avait tué leurs propres étudiants, ceux qui se trouvaient dans des gangs. Loin d'être un sujet de honte, c'était un motif de fierté pour eux. C'est très compliqué, cela demande des ressources, un changement de mentalité, des moyens d'organisation communautaire.

L'école aussi a été contaminée. Elle n'est plus un lieu sûr...

Il y a des écoles qui ont voulu éviter les problèmes et ont accepté les garçons liés au crime, mais comme ils ne savent pas comment approcher et traiter la situation, elles ont rencontré immédiatement des problèmes de violence au sein de la même école et les actes de racket qui se produisaient à l'extérieur se rencontrent aussi dans les salles de classe. Maintenant, nous trouvons de nombreuses écoles où auparavant l'enseignant et le directeur étaient respectés et où maintenant l'enseignant est soumis au racket. Cette dynamique est triste, mais loin de diminuer, elle augmente.

Depuis le gouvernement passé, les programmes de prévention sont clôturés. Ce gouvernement n'en a pas, il n'y a pas de programme pour la jeunesse. Le seul que nous voyons est celui du ministère du Travail appelé « Mon premier emploi » où ils parlent des fameux *callcenter*, qui sont principalement destinés à la classe moyenne, les jeunes ayant des possibilités. Donc, la question que je me pose est la suivante : quelles options réelles auront ces jeunes ? La véritable option qu'ils ont est d'habituer leurs yeux à voir les gens en train de tuer, de l'intégrer comme une façon normale de vivre. Ce que nous avons en réalité est le contexte d'une déstructuration sociale comparable seulement à des endroits où le conflit armé sévissait.

Dans certains entretiens que j'ai eus avec des gens à Rabinal, on m'a dit que quand l'armée est arrivée, elle les obligeait à dénoncer ceux qui étaient dans la guérilla, ou sinon ils les tuaient. Alors ils dénonçaient des gens qui n'avaient peut-être rien à voir avec cela, mais c'était leur moyen de sauver leur vie. Dans ces sociétés, c'est le modèle du « sauve qui peut » au lieu de se construire, la communauté se détruit.

Il y a quelques jours, lorsque les jeunes Gaviotas se sont révoltés, les critiques dans les réseaux sociaux ont été très fortes, les gens demandaient même la peine de mort. Est-il impossible pour le pays de comprendre que ces jeunes viennent de ce contexte, où ils ont appris que la violence était la norme ?

Qui sont ceux qui critiquent ? C'est une petite partie de la population ayant accès aux services qui se mettent en colère de voir quelques jeunes qui sont montés sur les toits. Mais ils se mettent en colère parce qu'ils les voient aussi près, comme généralement ils vivent dans des quartiers clôturés, ils ne les voient pas et préfèrent ne pas les voir. Nous les gardons dans un endroit où soi-disant ils ne causent pas de problèmes, mais lorsqu'ils montent sur les toits, les gens commencent à avoir peur. On n'en voit pas les causes.

« Les jeunes sont victimes d'un environnement qui les mène à la violence, la pauvreté, la marginalisation. »

Personne ne met en doute que 20% des enfants ont cessé de fréquenter l'école. Que feront-ils sans la moindre scolarité, si même avec un diplôme de primaire il est difficile de trouver un emploi. Tôt ou tard, l'Etat devra les aborder par le biais de politiques sociales, si c'est ce que nous voulons. Mais personne ne relève ceci, personne ne relève que 60% des jeunes n'ont pas accès à l'enseignement secondaire, personne ne relève qu'il n'y a pas de politique de la jeunesse, qu'il n'y a aucune loi pour la jeunesse, que nous n'avons rien pour eux. Et pourtant nous sommes prêts à les condamner quand ils dépassent les limites.

A l'origine de cela, on trouve les conditions de criminalité, les conditions qui entraînent plus de morts et que rien ne favorise la vie de ces jeunes. Nous devons discuter de la façon dont le pays nous conduit, quelles politiques nous encouragerons. Parce que si nous n'investissons pas chez les enfants et les jeunes, nous aurons de plus en plus de violence et une société appauvrie. Une société invivable. Nous créons une société qui n'est pas vivable.

On a aussi beaucoup critiqué la mère qui a perdu son fils qui est tombé du toit lors de l'émeute. Les gens ont affirmé qu'elle était la coupable. Mais dans ces endroits très souvent les mères doivent travailler 16 heures par jour pour gagner un salaire minimum. Impossible de surveiller leurs enfants quand elles se battent pour leur donner à manger.

En ce qui concerne les relations de pouvoir, on avance toujours comme argument principal que les coupables sont pauvres et même qu'ils sont nés coupables. L'idée est de rendre entièrement responsable quelqu'un - qui est évidemment responsable de ses actes - cependant, nous avons constaté qu'il y a certaines conditions qui favorisent cela. Il n'y a aucune possibilité d'emploi, on n'a pas donné à l'Etat la mission de résoudre le problème, ce qu'ils ont fait est la privatisation des services. Ces communautés sont abandonnées. Il n'y a plus un cadre de base de la communauté, ni la possibilité de faire une communauté : chacun fait ce qu'il peut.

Nous avons vu que jusqu'à 75% des garçons ne vivent pas avec le père, parce qu'il a dû émigrer pour travailler. Il y a environ 35% des jeunes qui vivent avec des grands-parents, avec des oncles ou frères et sœurs plus âgés, parce que leurs mères doivent travailler. Aucun adulte qui prenne soin d'eux. Ils ne peuvent compter que sur une école qui n'offre pas les meilleures conditions, avec les enseignants sans formation adéquate.

Dans l'Enquête nationale auprès des jeunes, nous avons déterminé que 76 % des jeunes appartiennent à des couches inférieures de la population alors que 24 % ont de meilleures opportunités. Mais quand on observe, on constate que dans les couches inférieures seulement 1 % fréquente l'université alors que dans les couches supérieures, il y en a 31%. Il y a une grande différence.

20 % des jeunes sont en dehors du système d'éducation, et cela signifie la débâcle et il n'y a aucune stratégie de récupération. Ce dont nous ne discutons pas maintenant, nous le verrons dans dix ou quinze ans. Les gens demanderont de construire plus de prisons, d'avoir plus de police, mais pas plus d'écoles ni d'enseignants. Tout cela fait partie de la privatisation du secteur public.

Y a-t-il des programmes de l'Etat pour prévenir la violence ?

Le problème est qu'il n'y a pas de communication entre les ministères. Le ministère de l'Éducation a publié une nouvelle stratégie pour prévenir la violence, mais le ministère de l'Intérieur en a pris une autre. L'éducation bilingue génère également un autre programme de prévention de la violence. Mais il n'y a pas d'intégration au niveau national.

On interroge des spécialistes de ces questions et on n'en tient pas toujours compte. On croit que travailler avec les adolescents est très simple, que tout le monde peut le faire et ce n'est pas le cas. Dans le passé, on a tenté des programmes soutenus par les églises, mais quand je

suis allé les observer, je me suis rendu compte qu'ils ne donnaient pas de résultat, il y avait deux ou trois garçons pas plus.

Un autre problème est que cela ne correspond pas toujours à la réalité. J'ai entendu la police recommander aux enfants de rester à l'écart des membres de gangs, mais les enfants savent que ce ne peut être encore plus dangereux. Ils ne peuvent pas les rejeter pour leur propre sécurité.

Dans de récentes enquêtes que nous avons faites à Villalobos, les garçons ont montré une sorte de peur, mais aussi un rapprochement avec les jeunes qui sont liés aux gangs, avec des gens qui peuvent apporter des avantages d'être leurs amis, plutôt que d'en être éloignés. En ce sens, ce qui est généré est un processus de recomposition de la communauté pour survivre. Ce n'est pas l'idéal, mais c'est ce qu'ils ont. Se génèrent d'autres types d'éthique et de cadre d'action, où la mort est toujours présente.

L'option que nous laissons aux enfants est de ne pas décider de ce qu'ils veulent être dans leur vie, mais comment survivre dans leur vie.

N'y a-t-il pas d'endroit sûr pour eux ?

Il n'y a pas de lieu sûr. Et cela montre la faiblesse de l'Etat guatémaltèque et pas seulement dans les zones rouges de la capitale ; quand vous allez à l'intérieur du pays, vous rencontrez des communautés où la violence chez les jeunes est une réalité évidente.

D'une part, ils sont victimes d'un environnement qui les entraîne à la violence, la pauvreté, la marginalisation, et d'autre part, il y a des jeunes qui finissent par s'y engager comme un moyen de survie. Je dirais qu'il n'y a pas de jeune qui ne voit rien, il agit aussi ou tente d'y échapper.

Traduction : André Demarque

Source : Plaza Publica, 14-07-2017